

► **Entretien avec...****Thierry de Montbrial*****Déclin relatif, décadence possible****La France par rapport à elle-même**

Questions internationales – *En France, on constate depuis quelques années une sorte de dépression nerveuse collective, de perte de confiance dans les capacités et l'avenir du pays. Comment expliquer ce phénomène subjectif qui semble atteindre toutes les catégories de la population ?*

Thierry de Montbrial – Pour les mathématiciens ou les physiciens, les objets complexes peuvent se caractériser par des éléments très simples au niveau macroscopique. Dans cette logique, l'élément qui fait l'unité et l'identité des États-Unis est sa Constitution. Concernant l'identité de la France, il me semble qu'elle tient à deux éléments : l'État et la langue française. Or, la France est malade, à la fois, de l'État et de la langue. Cela est lié à la mondialisation, dans l'acception la plus large du terme.

L'État, parce que l'adaptation à la mondialisation suppose une très grande souplesse et un rôle beaucoup plus proactif de la part des acteurs non étatiques, et que la France fait partie des États – au sens des États-nations – les plus enkystés du point de vue de leur gouvernement.

Quant à la langue, puisque naguère encore la langue française était une grande langue internationale, son recul est manifeste et visible d'année en année. Ainsi, la rapidité des changements est une caractéristique de notre époque. C'est ce qu'il y a de nouveau et de durable à mes yeux.

QI – *On a en particulier le sentiment que les élites du pays, administratives, politiques, intellectuelles, économiques, vivent une sorte d'exil intérieur, se démobilisent, voire sont tentées de quitter le pays ou passent à l'acte. Peut-on parler,*

*** Thierry de Montbrial**

est le fondateur et le directeur général de l'Institut français des relations internationales (IFRI). Membre de l'Institut de France (Académie des sciences morales et politiques), il est également fondateur et président de la World Policy Conference. Il a notamment publié *L'Action et le système du monde* (PUF, 3^e éd., 2011) et *Journal de Russie. 1977-2011* (Éditions du Rocher, 2012)¹.

comme le font certains, d'une démission, d'une désertion voire d'une trahison des élites ?

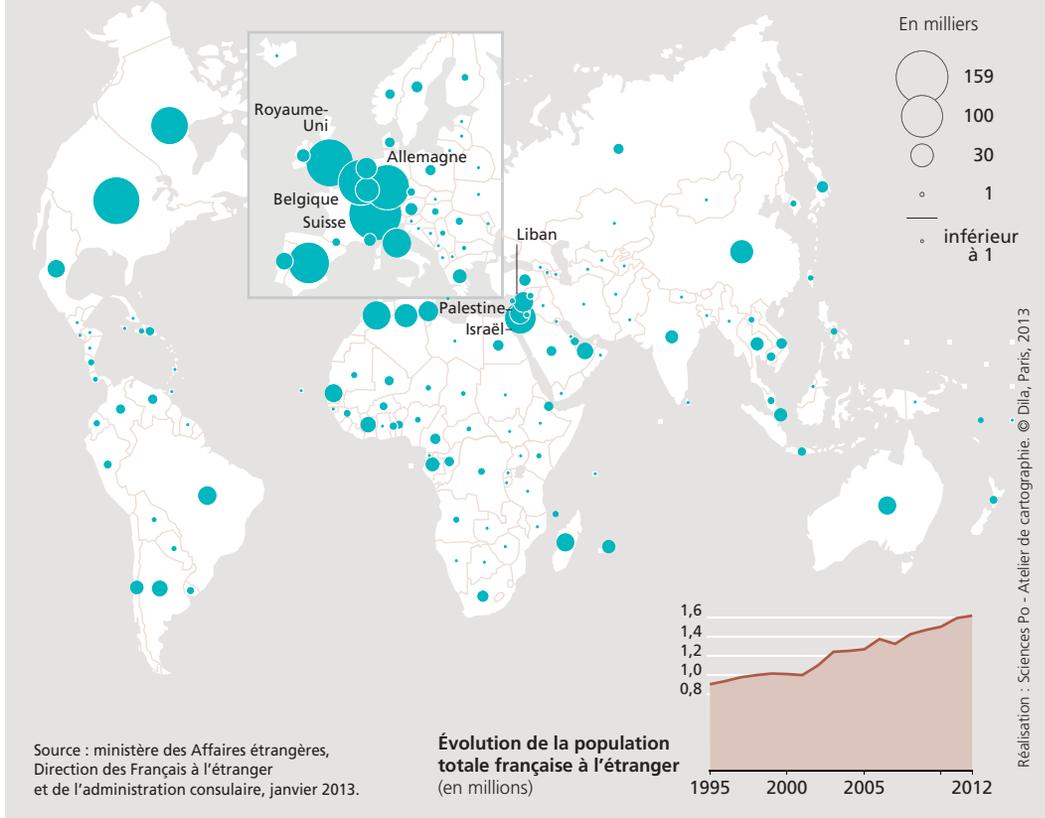
Th. de M. – J'hésiterais à employer ces termes de démission ou de trahison qui ont des connotations morales préjudiciables. Le service de l'État était encore naguère une notion quasi sacro-sainte. Les grands serviteurs de l'État avaient une manière d'être et de servir l'intérêt général qui n'avait d'égale que leur très grande intégrité morale.

La mondialisation qui s'est imposée dans les années 1990 a véhiculé l'idée que l'État était complètement dépassé et que les acteurs privés étaient capables de résoudre tous les problèmes collectifs. Les méfaits des dérégulations excessives qui ont conduit à la crise financière de 2008 montrent désormais à quel point cette idée était fautive. En attendant, tout ce qui est du ressort de l'État a été battu en brèche, remis en cause par un libéralisme triomphant qui s'est exprimé notamment dans le domaine des rémunérations. En France, les grands corps de l'État, comme les inspecteurs des finances, qui se vouaient à la fonction publique ont préféré « pantoufler » le plus rapidement possible dans le privé. Les autres ont ressenti, pour leur part, une sorte de

¹ Cet entretien est la retranscription d'une interview que Thierry de Montbrial a accordée à la rédaction de *Questions internationales* le 28 mars 2013.

Les Français dans le monde

Nombre d'inscrits dans les consulats au 31 décembre 2012



frustration et de désenchantement. Je ne dis pas qu'ils ont totalement disparu, on en rencontre encore, mais ils sont un peu isolés. Depuis quelques années, je crains que les mœurs ne soient beaucoup transformées dans la haute fonction publique française. J'utiliserais même le terme de « corruption », bien sûr dans son acception la plus large, faisant référence aussi bien à la dissolution de l'esprit de service public qu'au mélange un peu systématique des genres.

Il faut en outre reconnaître que la France a une difficulté fondamentale à s'adapter et qu'elle conduit les réformes beaucoup plus lentement que d'autres pays. Les rigidités sont liées à un ensemble de facteurs bien connus, comme l'absence de corps intermédiaires ou la difficulté à promouvoir un dialogue social constructif.

Face à ces blocages, de plus en plus de Français, notamment les plus jeunes qui, à la différence de leurs aînés parlent souvent très

bien plusieurs langues étrangères, ont tendance à se tourner vers d'autres espaces. C'est un fait relativement nouveau car, historiquement et par comparaison à d'autres pays, les ressortissants français n'ont que peu essaimé à l'étranger. C'est d'ailleurs le faible poids numérique de la minorité française vivant aux États-Unis qui y rend l'influence de notre pays si faible – alors que des millions d'Italiens ou de Polonais jadis, d'Indiens ou de Chinois désormais, contribuent à façonner la vie politique américaine tout en ayant conservé quelque chose de leur identité d'origine.

Peut-on dire pour autant que les Français qui quittent pour une raison ou pour une autre leur pays le trahissent ? Je ne le crois pas. Je serais même enclin à penser que les plus condamnables sont ceux qui, en France, refusent de s'adapter, veulent absolument que rien ne change et continuent de raisonner en termes de défense des

intérêts acquis et de corporatisme. On devrait plutôt se féliciter que les Français soient ouverts au monde.

QI – La France est-elle en déclin, voire en décadence ?

Th. de M. – Il convient de distinguer nettement la notion de déclin, qui est réversible, de celle de décadence, qui ne l'est pas. Pour un pays, le déclin consiste à s'enfoncer progressivement, même si son identité demeure. En revanche, pour prendre un exemple puisé dans le registre de la thermodynamique, la décadence correspond à l'image d'une carafe qui, une fois tombée, se brise et ne se reconstitue pas. Actuellement, la France est incontestablement dans une phase de déclin, elle n'est toutefois pas – pas encore – en décadence. Dans le passé, le pays a connu plusieurs périodes de déclin. Par exemple, au milieu du XIX^e siècle à l'époque du Zollverein et du début de l'unité allemande, la France était sur de nombreux points affaiblie et en particulier très en retard par rapport à l'Allemagne. Cela ne l'a pas empêchée de se rattraper par la suite, notamment sous le règne de Napoléon III.

Il faut donc être extrêmement vigilant quant à la perception de ce que j'appelle les seuils critiques dont le franchissement signifierait pour la France l'entrée dans une phase irréversible de décadence. Ce basculement peut être très rapide. Dans l'Égypte ancienne, des dynasties séculaires se sont ainsi brusquement effondrées. La longévité d'un phénomène n'exclut en rien que la chute puisse être extrêmement brutale et soudaine.

Prenons l'exemple concret des outils militaires ou diplomatiques. Grâce aux traditions solides et bien ancrées qu'elle a su préserver dans ces domaines, la France tient encore son rang dans le monde actuel. Cependant, sous le coup des coupes budgétaires successives, les moyens militaires et diplomatiques du pays risquent un jour de ne plus être opérationnels. La comparaison pourrait être faite avec une tapisserie mangée par les mites qui, en apparence intacte, finirait par tomber soudainement en lambeaux. À force de réduire les moyens alloués à son appareil diplomatique et militaire, la France risque de découvrir

du jour au lendemain qu'elle ne compte plus sur la scène internationale. Le seuil critique est proche. Il est donc plus que temps pour les pouvoirs publics français de définir des limites à ne pas franchir, faute de quoi l'efficacité des moyens de la défense et de la diplomatie ne sera plus garantie.

QI – La désindustrialisation, d'un côté, la qualité et le dynamisme des entreprises du CAC 40, de l'autre, sont-ils les signes d'une mutation économique ou d'une mondialisation aliénante ?

Th. de M. – La France a une incontestable capacité à développer et à faire vivre de grandes entreprises, ce qui est d'ailleurs en partie l'héritage du colbertisme. En revanche, elle a toujours eu des difficultés avec ses PME. Cette tendance est réversible, et l'on pourrait par exemple pour y remédier s'inspirer de l'Italie, à laquelle nous n'avons pourtant rien à envier sur d'autres sujets, mais qui possède une grande force à l'exportation grâce au dynamisme de ses PME.

Il me semble que le maître mot face à la situation actuelle reste celui d'adaptation ou, pour employer un concept stratégique, de mobilité. Tout ce qui vit doit s'adapter et plus l'environnement se modifie rapidement, plus il convient d'être véloce. Or, la France comme d'ailleurs le Japon, pour des raisons comparables, ont en commun une faible mobilité. *A contrario*, des pays comme les États-Unis, les Pays-Bas ou le Royaume-Uni font montre de capacités d'adaptation, notamment économiques, beaucoup plus fortes que les nôtres.

QI – La République, depuis près d'un siècle et demi, a favorisé l'enseignement et l'éducation. La promotion par le mérite a été pour plusieurs générations le grand vecteur de l'ascension sociale, un facteur de cohésion et de paix sociales. Cette dynamique n'est-elle pas interrompue ?

Th. de M. – Naguère encore, la République reposait sur trois institutions fondamentales – même si l'une des trois n'était pas particulièrement républicaine –, l'instituteur, le curé et le service militaire obligatoire qui, en faisant passer la majorité des citoyens sous l'uniforme, contribuait à homogénéiser la nation. Ces institutions de base se sont désormais effacées. Il



© AFP / Thomas Samson

Signe d'une culture spécifique des rapports de force dans le monde du travail, le nombre de jours de grève est reparti à la hausse en France depuis une douzaine d'années. Ici, manifestation à Paris, en mars 2013, contre l'accord sur la « sécurisation de l'emploi ».

y a soixante-dix ans, l'instituteur était un personnage, un notable. Il y a cinquante ans, un professeur d'université était un personnage respecté. Aujourd'hui, je pourrais presque dire, en forçant le trait, que les enseignants constituent une forme de sous-prolétariat.

La méritocratie républicaine était symbolisée par les grandes Écoles qui formaient les élites. Au nom d'une évolution de l'interprétation de la notion d'égalité, on s'est mis à attaquer systématiquement ces élites, parce que l'on a remis en question le principe même de l'accès aux couches supérieures de la société par le mérite, par le travail, par l'école etc. On peut percevoir aujourd'hui, dans la société française, beaucoup de signes d'un rejet presque haineux des élites. Cette attitude me semble dangereuse, car ceux qui sont à la recherche d'une reconnaissance, qu'elle soit intellectuelle, artistique ou financière, ont dorénavant tendance à aller la chercher ailleurs. Ceux qui restent, aussi talentueux soient-ils, ne peuvent qu'amèrement constater l'étroitesse de leurs perspectives. Les ressortissants d'un grand pays ne devraient pas avoir besoin d'aller chercher la reconnaissance à l'extérieur. Ce que je décris n'est pas anecdotique. Il s'agit d'un système. La France est en train de se rétrécir, de se rétracter.

QI – Plus généralement, les institutions publiques de la V^e République restent-elles adaptées aux défis actuels ?

Th. de M. – Les institutions reflètent un pays plus qu'elles ne le font. Et, contrairement à une croyance fortement ancrée, aucun système institutionnel ne garantit la stabilité. À la différence de l'Allemagne où le système est parlementaire et la stabilité gouvernementale très forte, la France est confrontée à une très grande instabilité politique en dépit de la supposée stabilité institutionnelle de la V^e République. En 1958, le général de Gaulle n'avait pas imaginé la possibilité de la cohabitation, ni celle de la désacralisation de la fonction présidentielle. De même pour l'absorption de la fonction de Premier ministre par le président de la République qui est l'une des conséquences de la mise en place du quinquennat. Plus que les institutions de la V^e République, c'est la pratique institutionnelle française qui doit – là encore – s'adapter aux nouveaux défis du XXI^e siècle.

QI – Il semble désormais bien difficile pour l'État d'entreprendre de véritables réformes ?

Th. de M. – Le drame de la France par rapport à la notion de réforme, d'adaptation, c'est que notre État est obèse, ce qui veut dire qu'il est

inadapté à toute mobilité. L'obésité, ce n'est pas la force. Là où il faudrait engager des réformes, l'État est bloqué à cause des relations sociales. Les gouvernements sacrifient donc seulement les lignes de moindre résistance, comme la défense, l'éducation et la recherche, les hôpitaux, la diplomatie. Pour prendre l'image du cholestérol, on sabre systématiquement dans le bon cholestérol et on laisse de côté le mauvais.

QI – Par exemple, la décentralisation, substituée à l'aménagement du territoire qui était une politique centralisée, est-elle un succès ?

Th. de M. – Le problème, me semble-t-il, est que la décentralisation suppose d'abord que les espaces décentralisés soient dans une culture de responsabilité, une culture de gouvernement local. Si cette culture-là n'existe pas, on risque d'accroître la corruption. Pour créer de nouvelles structures, il faut avoir le courage d'en supprimer d'autres. Or, la France a l'habitude de l'empilage, c'est-à-dire qu'on crée de nouvelles structures sans supprimer celles qui existaient précédemment. La question n'est pas de savoir si l'on est pour ou contre la décentralisation, mais de se demander quelle est la meilleure forme de décentralisation. Le résultat actuel de trente ans de réformes est une grande confusion administrative et l'explosion du nombre des fonctionnaires des collectivités locales.

La France dans l'Union européenne

QI – La construction européenne depuis six décennies a d'abord été un projet français devenu collectif, et sa réussite historique est remarquable. Elle est en rupture avec les relations internationales traditionnelles, marquées par le destin solitaire des États et des peuples, la méfiance et la confrontation entre eux. Cependant, la France semble dorénavant marginalisée dans un ensemble distendu, à la gouvernance évanescence. A-t-elle encore un projet européen ?

Th. de M. – La France n'a pour l'heure pas plus de projet européen que ses partenaires européens. Le débat européen est certes extrêmement pauvre en France, mais il l'est aussi

en Allemagne et ailleurs. Cependant, vous avez raison de le rappeler, l'idée européenne a été, et de loin, le plus grand projet politique du xx^e siècle. Si l'on veut relancer le projet européen, il faut être réaliste et retourner au mécanisme de « l'engrenage » sur lequel je reviendrai.

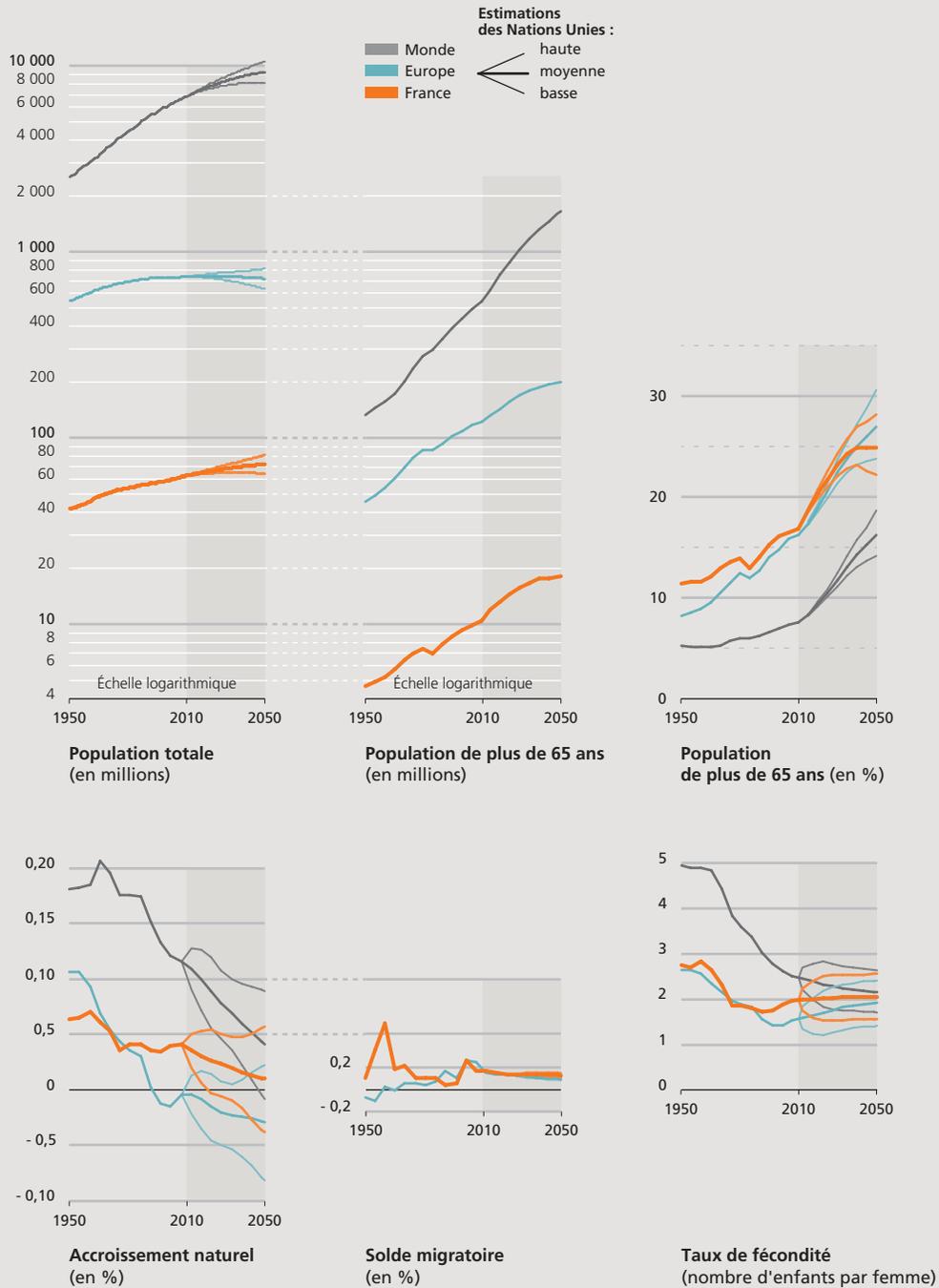
La question du déficit démocratique de l'Europe n'est qu'un faux problème. Ce n'est pas en généralisant le suffrage universel direct à l'échelon européen que les blocages actuels seront résolus. Imaginer qu'être démocratique c'est élire un président européen au suffrage universel dans les 27 États membres de l'Union européenne relève de l'erreur. Quelle serait la personnalité capable d'y mener une campagne électorale ? Aucune, car les langues et les cultures politiques sont trop différentes. Si l'on veut réactiver l'adhésion des citoyens à la construction européenne, il convient donc de trouver d'autres mécanismes, d'inventer à l'échelle européenne une nouvelle forme de démocratie représentative.

L'enjeu que constitue l'euro est à cet égard déterminant. L'échec de la monnaie unique, c'est-à-dire l'effondrement de la zone euro, marquerait inévitablement le début de la déconstruction européenne, laquelle aurait un coût extrêmement élevé pour les États comme pour les citoyens. La crise actuelle doit donc conduire à un pas supplémentaire en matière institutionnelle. Les mesures qui ont déjà été prises depuis trois ans vont dans le bon sens mais elles ne sont pas suffisantes.

Concernant la Banque centrale européenne (BCE), les aménagements politiques ont été très importants par rapport à la doctrine qui prévalait aux origines. La BCE n'est plus un simple organisme technique, voire technocratique, du fait des nouvelles mesures – d'ouverture de lignes de crédit par exemple – éminemment politiques qui ont été adoptées.

En outre, globalement les déficits courants en Europe, et même en France, n'ont pas encore atteint un seuil aussi alarmant qu'aux États-Unis ou au Japon. Certaines solutions nouvelles pourraient voir le jour, comme faire sortir une partie du budget de la défense du calcul des déficits publics. Cette dépense constitue en effet une contribution collective à l'Union. Il est aussi plausible qu'un accord intervienne pour relâcher les contraintes en termes de gestion des déficits

Les tendances démographiques de la France en comparaison avec l'Europe et le monde (1950-2050)



Source : Nations Unies, division Population, *World Population Prospects: The 2010 Revision*, www.un.org

Réalisation : Sciences Po - Atelier de cartographie. © Dila, Paris, 2013

publics en échange de réformes structurelles crédibles.

Même s'il ne donne pas lieu à beaucoup de débats, un nouveau modèle commence à se dessiner pour la construction européenne : celui d'une Europe en « poupées gigognes » ou en cercles concentriques. Quelques États – ceux de l'actuelle zone euro à l'exception de certains pays qui n'auraient jamais dû y entrer... – en constitueraient le noyau dur. Autour de lui s'agrégeraient des périphéries successives dans lesquelles des pays comme la Turquie ou le Royaume-Uni pourraient trouver leur place. C'est un modèle invisible auquel beaucoup adhèrent silencieusement.

Quel qu'il soit, l'avenir de l'Union européenne ne s'inscrit pas dans un schéma conceptuel prédéterminé (comme le fédéralisme). L'unification européenne est depuis les origines une construction *sui generis*. C'est une fois que le nouveau modèle aura été mis en œuvre qu'on pourra le définir.

QI – Force est de constater que, depuis un demi-siècle, les peuples européens ne se sont pas beaucoup rapprochés. Les étudiants français continuent de vouloir aller aux États-Unis plutôt qu'à Berlin, à Rome ou à Varsovie. L'Europe en tant que réalité humaine, brassage des populations, mélange des cultures, ne peine-t-elle pas à se concrétiser ?

Th. de M. – Le brassage des peuples européens que vous évoquez est plus présent aujourd'hui qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et même qu'après la fin de la guerre froide. Et pourtant la construction européenne n'existe que depuis cinquante-six ans, soit à peine plus de deux générations.

Ceci dit, elle est l'illustration la plus parfaite – ou imparfaite selon le point de vue que l'on adopte – de ce que les théoriciens des relations internationales appellent la « théorie de l'engrenage ». La construction européenne m'évoque la phrase de l'un des acteurs de l'unification italienne qui disait en substance : « Faisons d'abord l'Italie, on fera ensuite les Italiens. » J'adhère absolument à l'idée que « les Européens » naîtront naturellement et progressivement des réalisations concrètes de l'unification dont l'espace Schengen, le programme

d'échanges universitaires Erasmus ou la zone euro constituent des prémices.

QI – Le projet de zone de libre-échange transatlantique est-il une manière de dissoudre l'Union dans un ensemble plus vaste ?

Th. de M. – Ce projet fait partie d'un plan américain plus vaste, qui consiste à tourner le dos au multilatéralisme tel qu'il est mis en œuvre au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La clause de la nation la plus favorisée sur laquelle repose l'OMC est en effet devenue l'exception plutôt que la règle. En multipliant les accords bilatéraux, Washington souhaite avant tout renforcer sa posture dominante. Malheureusement, face à ces menées, l'Europe est divisée, les pays du Nord s'opposant à ceux du Sud. Alors que la France est plutôt réticente à l'égard de ce projet, l'Allemagne y est très favorable, parce qu'elle ne veut pas se laisser entraîner par ceux de ses partenaires européens qui ont du mal à s'adapter à la mondialisation.

QI – L'Allemagne précisément a une politique européenne ambiguë et peu lisible. Reste-t-elle européenne ou conçoit-elle son destin comme mondial, la Russie et la Chine étant pour elle des portes de sortie de l'Union ?

Th. de M. – L'Allemagne ne se pose pas ce genre de question. Elle pense aujourd'hui à relativement court terme. Avant tout, elle redoute fortement que l'Union européenne ne se désintègre. Sur un plan strictement économique, elle aurait beaucoup à y perdre puisque l'essentiel de ses échanges sont intracommunautaires. Autre constat, les Allemands se désintéressent des questions de défense. En la matière, ils ne veulent ni jouer collectivement ni partager le fardeau de l'identité européenne. Bien au contraire. S'ils cherchent à entretenir de bons rapports avec les États-Unis, la Russie ou la Chine, c'est avant tout par pragmatisme.

La France et le monde

QI – La France a-t-elle encore une place dans la gouvernance mondiale ?

Th. de M. – Prenons l'exemple concret du Conseil de sécurité des Nations Unies, dont la réforme est un serpent de mer qui agite

la communauté internationale depuis fort longtemps. L'idée a un temps été avancée que la France partage avec l'Allemagne son siège de membre permanent disposant du droit de veto. Pour ce faire, il faudrait que les deux nations aient un dessein commun en matière de sécurité internationale et de défense. Or, cette idée est totalement prématurée. De surcroît, la France qui est dans une posture défensive – elle l'est d'ailleurs depuis 1815 – n'est pas prête de renoncer à ce fauteuil au Conseil de sécurité qu'elle considère, à tort ou à raison, comme l'un des symboles de sa puissance.

De façon plus générale, l'un des grands problèmes actuels est l'incapacité qu'ont les États à définir une nouvelle gouvernance mondiale. Les institutions existantes sont impossibles à réformer. Ainsi, la composition de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui a été mise en place au moment du plan Marshall, ne correspond plus aux réalités du monde contemporain. Son secrétariat pourrait pourtant être très utile notamment dans le cadre du G20. Dans le cas du Conseil de sécurité, les obstacles à toute réforme apparaissent encore plus insurmontables.

QI – Vous voyagez dans le monde entier et rencontrez des responsables dans tous les pays et dans tous les domaines. À ce titre, vous êtes l'un de ceux qui peuvent le mieux mesurer et évaluer la manière dont la France est perçue à l'étranger. Quelles sont vos impressions dominantes à ce sujet ?

Th. de M. – À vrai dire, j'ai des images un peu contrastées. D'un côté, force est de constater que nous avons largement disparu du champ visuel d'énormément de pays, en Inde, en Indonésie... C'est incontestable. La France y apparaît très peu dans les journaux. De l'autre, je

suis très frappé de voir que, où que j'aille, je suis bien reçu par les élites et que l'on attend quelque chose de moi en tant que personnalité française. Pour reprendre l'alternative déclin *versus* décadence, le déclin de la visibilité française dans le monde est manifeste. Mais le jour où l'on n'attendra plus rien de nous signifiera que nous sommes en décadence.

Une anecdote me revient à l'esprit. En Azerbaïdjan, je me suis retrouvé en un lieu où ils n'avaient pas vu de Français depuis Alexandre Dumas. J'ai été reçu comme un prince. Je me suis senti responsable de l'image de la France et ai donc essayé de me comporter en conséquence. Mes interlocuteurs, en m'accueillant, avaient en mémoire des images héritées d'Alexandre Dumas, dans toute une mythique plus ou moins formulée d'ailleurs, et attendaient vaguement quelque chose du Français qui leur rendait visite.

QI – Dans le contexte de la mondialisation – dont on peut se demander si elle n'est pas déjà la post-mondialisation –, quels vous semblent être les problèmes prioritaires de la France ?

Th. de M. – La question prioritaire est de remettre en marche l'économie. Pour ce faire, il suffit que la France se dégage enfin d'un certain nombre d'idéologies qui continuent d'empoisonner sa vie politique et dont nous sommes les derniers héritiers en Europe. Si le pays arrive à mettre de l'ordre dans ses affaires économiques et budgétaires, tout le reste suivra. Pour mener à bien les réformes, les diagnostics ont été faits et refaits depuis vingt ans. Permettez-moi d'insister sur ce point : ce qui doit être fait est parfaitement identifié. Le pays dispose des moyens humains nécessaires pour rebondir. Seule lui manque pour le moment la volonté d'engager son adaptation à la mondialisation. ■